

1 - 16
octobre
2001
n° 161
huitième
année

CAMBODGE NOUVEAU

Politique · Economie · Finances

DANZAS
Sea Air

700 agences dans le Monde

E-Mail : dzkh@bigpond.com.kh

Tel / Fax : 023 216 723

Tel / Fax : 023 362 960

... et le vent reprend ses tours

Sil en fallait une preuve supplémentaire, les événements du 11 septembre l'apportent : nous sommes en pleine globalisation.

Le Cambodge a beau n'être pour rien dans l'attentat du 11 septembre, aussi éloigné des lieux concernés que des motivations des équipages suicides, il en est une victime indirecte, avec la diminution du nombre des touristes, avec l'annulation de commandes aux ateliers de confection, avec le ralentissement général de l'activité économique qui atteint toute la planète.

On peut en tirer des enseignements très divers. Par exemple : ce qui est arrivé, c'est la faute de la globalisation. Si les Etats-Unis n'étaient pas si forts, s'ils n'intervenaient pas autant dans les affaires du monde, s'ils n'étaient pas aussi "globalisants", il n'y aurait pas eu de réaction aussi violente.

On peut dire à l'inverse qu'il n'y a pas assez de globalisation : pas assez d'informations partagées, pas assez de coopération internationale pour contrer les dangereux et les détraqués. Qu'il faut discipliner le monde entier comme on le fait pour les villes.

On peut soutenir encore que l'attentat-suicide du 11 septembre, techniquement très bien préparé, est particulièrement stupide puisqu'il ne fait avancer ni la cause de l'Islam intégriste, ni celle des pays sous-développés, ni aucune autre cause; que ses effets sont au contraire très contre-productifs.

Cependant même sans ben Laden et sans attentats-suicides il devient évident qu'il faut apporter des correctifs aux déséquilibres de la société mondiale, qui s'aggravent.

Reflexion plus optimiste enfin : l'émotion soulevée dans le monde entier par les événements du 11 septembre doit beaucoup à la mondialisation de l'information. Comme d'autres, cette émotion passera, et les affaires reprendront comme avant. C.n.

L' "effet 11 septembre" sur la Confection, La Tourisme, les Transports, ...

- le point sur les frontières
- Sida : enquête sur la nouvelle thérapie
- Histoire : la Monarchie constitutionnelle

L' "effet 11 septembre premières enquêtes

On s'interroge bien évidemment sur les conséquences des événements sur la marche de l'économie cambodgienne.

Jusqu'à présent le ministère des Finances n'a pas modifié ses prévisions, nous disait fin septembre le Secrétaire d'Etat aux Finances Ouk Rabun.

CAMBODGE	
Taux de Croissance du PNB	
1999 :	6,9 %
2000 :	5,4 %
2001 (estim.) :	6,0 %
2002 (projet) :	6,0 %

Source : Min. des Finances

Les taux de croissance, révisés pour les années précédentes, estimés et prévus pour 2001 et 2002 sont encore les suivants :

En réalité, on travaille sur les données nouvelles, et les chiffres pour 2001 et 2002 qui paraissent aujourd'hui assez optimistes, devront très probablement être revus à la baisse. Ce n'est pas avant trois semaines environ que l'on y verra plus clair pour 2001 et qu'on établira les chiffres figurant dans le projet de budget pour 2002.

Dans l'immédiat, tout le monde, secteur privé et secteur public, est dans l'expectative : on ne peut prévoir avec précision ni les effets de la situation telle qu'elle existe après l'attentat du 11 septembre, ni les développements possibles de la crise.

Pour le Cambodge cependant il existe des indications. Une enquête de *Cambodge Nouveau* auprès de responsables du secteur privé, notamment Confection, Tourisme, Transports, Banque, permet d'avoir une

Le représentant de la Banque Mondiale au Cambodge M. Mbida Essama, contrarié par des "fuites" dans la presse concernant une discussion interne au Groupe de coordination dont il est président, n'a pas souhaité commenter la situation au Cambodge.

première vue de la situation immédiate, et des réactions qu'elle suscite (p. 3).

Il apparaît que le secteur de la Confection est déjà touché et inquiet de l'avenir. La croissance, qui concerne directement 170 000 employés et au moins 280 000 personnes, et des secteurs tels que les Transports, pourrait être ramenée de 20 - 30 % à 5 - 10 % cette année. Les conditions des acheteurs américains se font plus dures et risquent de marginaliser le Cambodge dans la course à la compétitivité.

Pour le **Tourisme, hôteliers et agents de voyage** sont dans l'incertitude. Jusqu'à présent, on constate des annulations mais la diminution n'est pas générale ni très forte. L'interrogation porte sur la prochaine "haute saison" qui commence en novembre. Par peur du voyage en avion, les touristes du monde entier vont-ils annuler leur voyage quelle que soit la destination ? Le remettre à plus tard, en attendant que la situation s'éclaircisse ? Ou bien, hypothèse optimiste, la région Sud-est asiatique sera-t-elle un choix de substitution de la part des touristes japonais par exemple ? On comprend que les touristes américains renoncent aux voyages lointains, que les Etats-Unis soient pour un temps moins que par le passé une destination de vacances. Mais pourquoi les touristes asiatiques ne visiteraient-ils pas l'Asie ?

Une autre inquiétude concerne l'**assistance internationale**, génératrice de beaucoup d'activités et d'emplois : risque-t-elle de diminuer ? Pour mobiliser des fonds à destination de pays dont on a besoin en cette période de crise, pays musulmans qu'il s'agit de gagner à l'anti-terrorisme, ne va-t-on pas sacrifier, ou rogner, l'assistance aux pays dont on ne risque rien, qui ne font pas d'histoires, comme le Cambodge ? Une hypothèse : la mauvaise humeur que les bailleurs de fonds ont exprimée au gouvernement ces jours derniers au sujet des réformes, de leur lenteur, serait en fait destinée à masquer la manœuvre, à faire porter la responsabilité de cette diminution au gouvernement.

Cette "hypothèse noire" paraît assez peu vraisemblable. D'une part parce que l'assistance au Cambodge ne représente qu'une très faible part du total de (suite p. 2)

Sommaire

Enquête sur l'effet 11 septembre
interrogations sur l'économie
budgets 2001 et 2002 pp. 1 - 2 - 3 - 4 - 5

Dr Say Bory; comment est née la Monarchie constitutionnelle

Var Kim Hong
le point sur les frontières p. 5
Enquête sur la trithérapie pp. 6 - 7
Médias - Livres : Denis Pryen p. 10
pp. 8 - 9

Interrogations sur l'économie

(suite de la page 1)

assistance aux pays en développement.

D'autre part parce que diminuer les sommes "promises" par les bailleurs de fonds à la dernière réunion du Groupe consultatif à Tokyo, 560 millions de dollars (cn 157) ne changerait pas grand-chose : les sommes promises ne sont jamais intégralement utilisées. Les limites dans ce domaine ce ne sont pas les sommes mises à disposition du Cambodge, mais plus généralement la capacité du pays à les utiliser. Selon le CDRI, les déboursments réels de 1994 à 1999 n'ont atteint que 60 % des sommes promises.

Changement d'humeur des bailleurs de fonds ?

Il n'en reste pas moins que les bailleurs de fonds qui, il n'y a pas si longtemps - en juin à Tokyo par exemple - félicitaient le Cambodge pour ses réalisations (réforme bancaire, adoption de la loi foncière, ...), trouvent maintenant des raisons de s'impatienter. Lors d'une récente réunion du "Groupe de coordination" dont le président est M. B. Mbida Essama, représentant de la Banque Mondiale au Cambodge, il est apparu que certains

bailleurs, l'ambassadeur de Grande Bretagne notamment selon le *Cambodia Daily*, s'inquiètent voire s'irritent : les réformes n'avancent pas, par exemple la réforme judiciaire la réforme de l'administration, la réforme fiscale, tandis que la lutte contre la corruption et l'exploitation illégale des forêts marque le pas.

Tous les bailleurs ne partagent pas ces critiques. Mais certains sont sévères. L'un d'eux, représentant d'un pays du nord, dans un rapport non public, écrit :

"Le premier plan de développement socio-économique 1996-2000 (SEDP I) ne s'est pas révélé favorable aux pauvres, il a comporté au contraire de forts éléments de conduites prédatives (...) Les statistiques plutôt positives concernant la croissance masquent un changement de structures qui n'a pas été à l'avantage des pauvres. La croissance a concerné surtout des enclaves dans la capitale, tandis que la croissance de la production et des revenus dans les zones rurales ont à peine suffi à compenser la croissance démographique. Alors que les 20 % les plus pauvres n'ont vu leur consommation n'augmenter que de 1,7 % de 1993 à 1997, celle des 20 % les plus riches s'est accrue de 17,9 %.

"Les rapports des tribunaux comme les recherches cadastrales font état de continuelles dépossessions dont sont victimes de pauvres paysans, pêcheurs et gens qui vivent de la forêt par des hommes forts, militaires, bureaucrates et milieux d'affaires naissants.

"Le Cambodge se trouve devant un choix crucial pour son développement à moyen terme (SEDP II 2001-2006) :

- une croissance reposant sur un système de prédation, qui autorise les puissants à s'emparer des biens des plus pauvres et de ravager les ressources naturelles du pays (...);
- ou bien une stratégie "pour les pauvres", qui stimulera la croissance de petites entreprises grâce au micro-crédit, dans un cadre légal, qui favorisera des exportations créatrices d'emplois et profitant à tous. Mais cela demande une forte conviction de la part du gouvernement comme des bailleurs de fonds".

On peut estimer que cette opposition entre "stratégie pour les riches" et

"stratégie pour les pauvres" est bien simpliste, que la création d'exportations créatrices d'emplois pour tous relève du vœu pieux.

Peut-être faut-il retenir de l'épisode que certains bailleurs voudraient que l'on aille plus vite, avec plus de transparence, moins de corruption, et que les résultats des efforts soient plus visibles.

Et sans doute retenir surtout que l'ambiance, si favorable au Cambodge, pourrait se retourner.

Trop de réformes ?

Les responsables cambodgiens de leur côté, qui n'ont pas eu connaissance de la réunion du groupe de coordination, font deux réponses :

- nous ne faisons rien sans l'étroite et constante coopération des bailleurs de fonds; pourquoi ces soudaines critiques ?

- on nous demande trop de grandes réformes à la fois, qu'aucun pays au monde ne réaliserait vite, et qui s'ajoutent aux tâches urgentes : le budget, la démobilisation, les élections, ... On nous tire dans tous les sens, sans compter le procès des khmers rouges.

De vrais problèmes de fond

Indépendamment des humeurs et des épisodes, il existe de vrais problèmes de fonds, que souligne le CDRI dans son rapport annuel sur l'économie du Cambodge. En voici quelques points :

- insuffisance de l'aide structurelle : la plus grande partie de l'assistance étrangère (53 %) va au développement technique (routes, eau, énergie, ...), 41 % au développement social (assuré principalement par les ONG), 6 % seulement à l'administration, à l'"ajustement structurel", aux grandes réformes. Il est essentiel que les bailleurs attribuent au gouvernement les moyens de mener à bien ces réformes (loi sur les investissements, réforme fiscale, réforme administrative, ...) : l'efficacité de l'action du gouvernement, et le développement du Cambodge, en dépendent.

Ce sont ces réformes qui donneront au gouvernement les moyens de financer lui-même ses dépenses, et attireront les investissements. (suite p. 5)

FMI : Croissances révisées 2001 et 2002 PNB par an en %		
	2001 (préc.)	2002 (préc.)
Union Eur.	1,8 (2,4)	2,2 (2,8)
USA	1,3 (1,5)	2,2 (2,5)
Chine	7,5 (7,0)	7,1 (7,1)
Japon	-0,5 (0,6)	0,2 (1,5)
4 ASEAN	2,4 (3,4)	4,1 (4,7)

- Les "4 ASEAN" sont la Malaisie, la Thaïlande, les Philippines, l'Indonésie.
 - Selon ces statistiques révisées du FMI, publiées fin septembre, c'est la Chine qui s'en sort le mieux, nullement perturbée par les événements.
 - Le Cambodge, non mentionné dans ces statistiques, fera bonne figure s'il atteint une croissance de 6 % en 2001 et 2002.

A PROPOS ...

Education

Le gouvernement est décidé à tripler le budget de l'Education dans en 2002, a déclaré le Premier ministre le 25 septembre. Ce budget a déjà doublé au cours des quatre dernières années passant de 102 milliards de riels à plus de 223 milliards en 2001. Avec ce quadruplement il représenterait 17 % du budget national, contre 11 % en 2001.

Le Premier ministre a rappelé que les capacités intellectuelles, la qualification professionnelle, le savoir-faire sont au 21ème siècle les facteurs les plus importants pour le développement. Le budget consacré à l'Education, comparé au PNB, est encore au Cambodge nettement plus faible que dans les pays voisins (cn 159).

L'Association indépendante des Enseignants demande que le salaire des enseignants atteigne 400 000 riels par mois (soit un peu plus de 100 dollars).

Moins d'illettrés

Grâce aux efforts des ONG et du gouvernement, qui a augmenté le nombre des enseignants et le financement du matériel scolaire, la lutte conytre l'illettrisme, avec 2 626 enseignants, 59 855 élèves, 120 classes de plus que pendant la précédente année scolaire, ont permis à 38 391 élèves de vaincre l'illettrisme, 13 000 de plus que l'année précédente.

Projets de Lois

Le projet de loi sur le

Tourisme, en 10 chapitres et 50 articles, rédigée par le ministère du Tourisme, est achevée, a déclaré M. Thong Khon, secrétaire d'Etat au Tourisme, et devrait être discuté à l'Assemblée nationale début 2002.

Le projet de Loi sur la Comptabilité, qui tend à mettre la comptabilité nationale aux normes internationales (interview Ngy Tayi, cn 150), a été approuvé par le Conseil des ministres. Comme le projet de Loi sur les Sociétés (cn 145),

elle pourrait (suite p. 8)

Conjoncture Cambodge

Tous les responsables, du secteur public comme du secteur privé, sont d'accord : il est encore trop tôt pour prévoir les conséquences de l'attentat du 11 septembre sur l'économie cambodgienne. Les craintes portent sur :

les investissements

parce que les économies asiatiques, déjà fortement ralenties par la crise de l'électronique (cn 160) vont être tentées de retarder leurs projets d'investir en attendant que l'avenir soit plus dégagé

la Confection

Avec ses 170 000 employés, elle est l'objet de l'attention générale. Déjà avant le 11 septembre la crainte d'une diminution des exportations se manifestait du fait, entre autres, de la concurrence de la Chine et d'autres pays (cn 160, 158, etc...). Cependant, la profession prévoyait une croissance, pour l'année, de 20 à 30 % (cn 160). Quel est "l'effet 11 septembre" ?

Le président du GMAC, Association des Industriels de la Confection M. Van Sou leng a constaté :

- une annulation immédiate après le 11 septembre, de 3 à 5 % des ordres déjà passés. Ensuite une annulation des ordres potentiels, pour la période janvier-février et jusqu'à la fin de 2002. "C'est grave, parce que ça touche le futur".

- cependant "depuis une semaine un phénomène nouveau qui est comme une lucarne de ciel bleu" : certains commanditaires américains transfèrent au Cambodge des ordres passés au Bangladesh et en Indonésie.

Ce phénomène, qui pourrait s'amplifier, a de bons et de mauvais côtés, explique M. Van Sou leng :

- il est bon parce qu'il donne du travail immédiat.

- mais il est presque désespérant parce qu'il s'agit de commandes pour le très court terme, pour les mois de novembre et décembre. Les acheteurs ne s'engagent plus à long terme, ou seulement à des prix très bas. Or dans ces domaines des délais et des prix le Cambodge n'est pas très bon.

C'est pourquoi mon effort maintenant consiste :

- d'une part à demander au ministère du Commerce d'accélérer les procédures d'import-export notoirement trop longues et de simplifier la bureaucratie. Il est vital de raccourcir les délais de livraison. Si on va plus vite, on gagne un marché;

- pour aller plus vite et pour diminuer les coûts de fabrication, je m'efforce de faire accepter que le travail soit ef-

fectué jour et nuit, en trois fois huit heures, sans que le travail de nuit soit payé double comme c'est le cas actuellement. Ce double salaire n'existe pas dans la plupart des autres pays et des autres professions. Il peut y avoir des avantages comme les repas, la gratuité des transports pour les travailleurs de nuit, selon des accords collectifs par entreprises, mais même aux Etats-Unis le travail de nuit n'est pas payé le double. Un travail réalisé en 1 mois au lieu de trois sera compétitif

- enfin je demande au ministère du Commerce qu'il s'efforce d'obtenir

Confection Tourisme, Transports, ... le point avec les professionnels

des Etats-Unis la suppression totale des droits de douane, comme ils le font pour des pays très sous-développés comme l'Afrique du Sud. Cette règle s'applique en principe aux pays dont le PNB par habitant est inférieur à 500 \$: c'est le cas du Cambodge. Et cette mesure aiderait la Confection du Cambodge à franchir l'étape de 2005, quand tous les quotas seront supprimés et donc la concurrence encore plus forte.

"Prenant en compte les données actuelles, nous dit M. Van Sou leng, je pense que l'objectif de croissance pour cette année doit être ramené de 20-30 % à moins de 5 %, ou peut-être à 10 % si le phénomène de transfert de commandes se confirme dans les semaines à venir".

le Tourisme

Directement touchés par la crise, les agents de voyage connaissent des situations diverses selon que leur clientèle est américaine (beaucoup d'annulations) ou autre. Alors qu'ils s'annonçaient très bons, les mois de septembre et octobre sont en recul de quelques % (Eurasie Travel) à presque 50 % (Hanuman) sur 2000.

Ensuite ? Il n'y a pas de réservations, de sorte qu'il est impossible de faire des prévisions. Les touristes, les sociétés (voyages "incentives"), ... ne réservent pas, tout le monde est dans l'expectative.

On parle d'un effet possible de "substitution" : au lieu de visiter les Etats-Unis, le choix des touristes, notamment asiatiques, se porterait sur des destinations plus proches, moins "risquées" comme le Sud-est asiatique... "C'est possible, mais pour l'instant on ne le constate pas" nous dit

Entrées payantes à Angkor

	2000	2001	%
Juin	8 750	12 453	+42 %
Juillet	13 550	18 893	+39 %
Août	16 400	21 937	+33 %

(source : APSARA)

J. Guichandut d'Asian Trails. Il semble que les Japonais eux aussi annulent ...

Ce n'est qu'à la haute saison (à partir de novembre) disent les hôteliers qu'on pourra préciser les effets des événements du 11 septembre.

Jusqu'en août en tous cas le nombre des entrées payantes dans le Parc archéologique d'Angkor a été en très nette augmentation (tableau)

Transport Aérien

Conséquence immédiate du 11 septembre, nous dit-on à Bangkok Airways : nous percevons 2 dollars (qui vont passer à 3) par passager, quelle que soit la destination, à cause de l'augmentation des frais d'assurance. Pour nos liaisons Bangkok - Phnom Penh, nous n'observons pas de diminution notable du nombre de passagers, parce que notre clientèle est à plus de 80 % des businessmen. Pour Bangkok - Siem Reap, environ 10 % de diminution. Quant à la liaison Phnom Penh - Hochiminh, où nous avions 1 vol par jour, surtout des touristes, elle est suspendue depuis le 1er octobre, le nombre des passagers ne la justifie plus.

Siem Reap Airways n'observe pas de baisse de son activité. Beaucoup de ses passagers sont des Chinois, Pour les mois qui viennent, on ne peut faire aucune prévision. Les visites de touristes dépendent de la tournure que prendront les événements.

Transports / Transit

Pour l'instant, pas de forte diminution de l'activité. On dépend dans une très forte proportion des exportations de produits textiles et c'est cela qui peut apporter des changements. Mais les effets indirects seront importants. Les capacités de transport aérien et maritime nous dit R. Thallinger, de Danzas, vont être diminuées de 20 %. Et les coûts de la sécurité et des assurances vont augmenter énormément ce qui se répercutera certainement sur les prix du transport. Pour l'instant, on vit au jour le jour.

Banque

Les événements n'ont eu aucune incidence sur notre banque, nous dit le président de la Canadia Bank Phung Kheav Se.

Mais nous observons que dans notre parc industriel, où nous avons 14 usines textiles, si 80 % des entreprises ont subi des pertes de commandes, pour les autres les commandes ont augmenté de 30 % : ce sont des commandes transférées du Moyen-orient vers le Cambodge.

Interrogations sur l'économie

(suite de la page 2)

- le risque de paupérisation

Le PNB par habitant est estimé au Cambodge à 260 dollars par an, soit 30 % au-dessous du seuil de pauvreté (estimé à 1 dollar par jour, soit 365 \$ par an). Il y a eu une certaine amélioration depuis 1994, mais à cause de l'accroissement démographique le nombre des pauvres se serait accru selon le CDRI de 500 000, atteignant 4,3 millions. Les plus défavorisés et les plus nombreux (65 %) sont les paysans qui cultivent le riz (cn 157).

Avec un accroissement démographique de 2,5 %, la population du Cambodge atteindra environ 20 millions en 2020.

Déjà le nombre des jeunes entrant sur le marché du travail, 150 000/an de 1994 à 1998, est passé à 200 000/an, souligne le CDRI, et sera de 250 000 à partir de 2003.

Or les secteurs ayant des emplois salariés, l'industrie 5 % de la force de travail, l'administration 8 %, ... ne représentent ensemble qu'environ 15 % du total. Et cette création d'emplois déjà faible risque de diminuer encore à cause de la baisse des investissements.

La population rurale ne trouvera pas

donc pas suffisamment d'emplois dans les villes, et ne pouvant trouver de terres à la campagne où les exploitations sont déjà très petites, sera contrainte d'entrer dans le secteur informel, ou d'émigrer. Il y a un réel risque de paupérisation dans les campagnes comme dans les villes. Le nombre des paysans sans terre augmente déjà. Il est crucial, dit le CDRI, de développer les zones rurales en améliorant la gestion des terres et des ressources naturelles.

- mauvaise utilisation de l'épargne

Le système bancaire est encore très peu utilisé, il recycle mal l'épargne : sa médiation ne représente que 15 % du PNB cambodgien (4 % en riels, 11 % en dollars et autres devises).

Mais surtout, souligne le rapport du CDRI, les banquiers tant publics que privés préfèrent placer une forte part de leurs avoirs à l'étranger plutôt que de le prêter à des entrepreneurs cambodgiens : environ 800 millions de dollars au total sont ainsi placés à l'étranger, "soit deux fois le montant des prêts accordés au Cambodge par les institutions internationales de 1994 à 2000".

Rappelons sur ce point la position des banquiers privés : le risque au Cambodge est encore perçu comme élevé.

"On n'a pas oublié les événements de 1997, la quasi-panique qui a amené les déposants à venir en quelques jours réclamer leurs avoirs, tandis que les emprunteurs espéraient bien, à la faveur des événements, ne pas avoir à rembourser. C'est pourquoi nous sommes restés très conservateurs, dit-on à la Canada Bank, première banque commerciale privée du pays, qui représente 26 % des prêts au secteur privé. Nous conservons 60 % de cash, 45 % de nos avoirs, ici et chez notre correspondant, sont mobilisables en 48 heures. D'autre part nos prêts sont le plus souvent de 3 mois, renouvelables en fonction du remboursement des intérêts. Cette prudence contribue à encherir le taux des prêts".

Budget 2001

A fin août, l'exécution du budget est très variable selon les chapitres.

Recettes :

Pour les recettes fiscales en général, le retard est de 6 points : 61 % au lieu de 67 %, taux normal pour 8 mois. Il y a de l'avance pour la taxe sur les salaires (84 % de l'objectif), pour la taxe sur les bénéfices (76%), pour la taxe sur le chiffre d'affaires (92%); les droits de douane sont à 67 %, mais les droits d'accise (qui frappent certaines importations comme les automobiles) ne sont qu'à 36 %, et les recettes de la TVA, qui sont de loin les plus importantes avec les droits de douane, sont en retard : 64 %.

Retards parfois très importants pour les recettes non-fiscales : exploitation des forêts (45 %), Postes et télécommunications (48 %);

Dépenses :

Il y a là de fortes anomalies. Les dépenses ne sont réalisées, dans l'ensemble, qu'à 49 %, très loin donc du taux normal de 67 %. Ce n'est pas inhabituel : les dépenses, nous dit-on, sont retardées au maximum pour profiter des intérêts bancaires. Les dépenses de salaires ne sont réalisées qu'à 58 % (57 % pour l'administration civile et 59 % pour la défense et sécurité); les autres dépenses qu'à 41 %.

Particulièrement en retard : les "transferts économiques" (33%), les "transferts sociaux" (51 %, dont pour Défense et sécurité : 18 %).

Par ministères, très forte diversité aussi : énormes dépassements du ministère de l'Economie et des finances qui a financé des dépenses non budgétées (constructions, équipement notamment); au contraire la Santé n'a dépensé en 8 mois que 16,4 % de son budget 2001 (salaires 25 %, coûts de fonctionnement 5 %, ...). La plupart des ministères sont entre 40 et 50 %.

Budget 2002

Le projet n'est pas encore finalisé, nous dit M. Ouk Rabun, on travaille sur les données nouvelles. Il sera prêt vers fin octobre. Le taux de croissance retenu 6 %, comme pour 2000, pourrait être revu à la baisse.

"Oui les dépenses consacrées à la Défense vont continuer à baisser, et nous nous efforçons d'augmenter les budgets sociaux, Education et Santé. Mais ce n'est pas simple, le système ne fonctionne pas comme des vases communicants !". (suite p. 5)

Cambodge Nouveau
avec les professionnels
pour les professionnels

Prends garde à toi.

Carolyne Touret Propriétaire du restaurant Le Bistro
Assure sa santé chez Indochine Insurance.

On ne joue pas avec sa santé, et Carolyne Touret assure la sienne chez Indochine Insurance, agent officiel auprès de quatre prestataires majeurs: Goodhealth, William Russell, Journeyman et Expacare.

Parmi une large palette de garanties et d'options, vous pouvez choisir celles qui conviennent à votre budget ainsi qu'à votre personnalité. Certains programmes offrent même la possibilité de payer par mensualités afin d'étaler la charge de l'assurance.

Pour votre tranquillité d'esprit, tous les programmes vendus par Indochine Insurance incorporent la garantie d'évacuation sanitaire dans le cas où vous ne pourriez être convenablement traités au Cambodge.

Pour plus de détails, contactez nous à www.indochine.net



No Problem Insurance Park
55, rue 178, Phnom Penh
Telephone: (855) (023) 210 701, 210 761
Facsimile: (855) (023) 210 501
E-mail: insurance@indochine.com.kh
Internet: www.indochine.net

indochine
INSURANCE

Le Choix est CLAIR.

rejoignez-nous @ www.indochine.net

Le point sur les

FRONTIERES

... avec la Thaïlande

Un fait nouveau est intervenu tout récemment concernant la frontière Cambodge - Thaïlande : dans la province d'Oddar Meanchey, trois temples, que les Thaïlandais semblent considérer comme leurs, qu'ils ont rénovés et qu'ils font visiter, qui sont sous la garde des militaires thaïs, se trouvent en fait en territoire cambodgien. "Ou du moins, nous dit M. Var Kim Hong, président de la Commission mixte chargée des questions de frontières, deux d'entre eux se trouvent certainement sur territoire cambodgien".

Ce n'est pas difficile à prouver : la frontière dans cette zone suit la ligne de crête des Dangrek, la carte au 200 000ème est précise, et les deux temples de Ta Moan Touch et Ta Moan Thom, distants l'un de l'autre de 1800 m, sont clairement du côté cambodgien. "Il faut que la Thaïlande nous les rende".

Comment se fait-il que les Thaïs se trouvent là ? C'est que cette zone a été longtemps occupée jusque dans les an-

nées 80 par les khmers rouges, et qu'après leur départ les militaires cambodgiens ont négligé de prendre la suite. Les Thaïs, qui ont un bon accès aux temples, ont commencé à partir de 1991 à les restaurer et les font visiter - gratuitement. Le temple de Ta Moan notamment est bien restauré et bien entretenu. Il est de l'autre côté de la crête, après le col de Chuong Senet, à environ 300 m de Ta Moan Touch.

Ces temples, et des lieux de repos, des "salas", ont été construits par Jayavarman VII sur la "voie royale" Angkor - Phi Mai, longue de 220 km, autrefois dallée, et qui n'est aujourd'hui dans cette zone qu'un sentier plus ou moins miné.

Une délégation de chaque pays s'est réunie sur les lieux fin septembre, composée de représentants des ambassades, de responsables militaires, des Beaux-arts, du bureau de coordination des questions frontalières, de la Commission mixte chargée des frontières, ... au total une trentaine de personnes du côté cambodgien. Il s'agissait d'une simple "reconnaissance" du côté cambodgien, où la question n'est pas bien connue.

Pour le reste, le travail sur cette frontière progresse, bien que plus lentement qu'on ne le voudrait.

... avec le Vietnam

Les travaux ont beaucoup avancé puisqu'il ne reste qu'un seul point de litige sur sept (cn 140, 137 etc ...). Mais là on n'avance plus, on ne dit rien, on "hiverne". Le litige porte sur une surface d'environ 50 km². Sur ce point, le côté cambodgien ne lâchera pas. La balle pour l'instant est du côté vietnamien.

... avec le Laos

Le travail d'abornement de la frontière progresse normalement, environ la moitié a été réalisé. Il actuellement interrompu à cause des pluies et parce qu'on aborde la zone montagneuse plus difficile. Il reprendra avec la saison sèche.

Il reste quelques problèmes techniques, c'est à dire des tracés sur lesquels on n'est pas d'accord, mais très limités, concernant quelques km², et qui restent dans les limites des discussions amicales.

Les bornes sont en principe à intervalles de 8 km, mais en pratique cette distance varie beaucoup, en plus ou en moins, selon le terrain. Il s'agit de bornes provisoires, en béton armé, d'environ 2m de haut. Elles seront remplacées par des bornes définitives lorsque le travail sera terminé et officiellement approuvé.

ECONOMIE

Quelques points qui suscitent des interrogations fréquentes

Fiscalité

la TVA conservera son taux unique de 10 %. Mais on va élargir l'assiette :

- d'une part à Phnom Penh le nombre des sociétés assujetties à la TVA va augmenter de 150 (elles sont environ 2000, elle n'étaient que 1500 en 1999 (700 actuellement, selon la Direction des Impôts, cn 150);

- d'autre part on va introduire la TVA dans 5 provinces : Kompong Cham, Sihanoukville, Siem Reap, Battambang, Koh Kong.

Cambodge Nouveau
Ne le copiez pas, citez-le !

La Loi sur les investissements

On y travaille activement, nous dit M. Ouk Rabun. Tenant compte des critiques faites par le secteur privé au projet du FIAS, nous avons demandé une nouvelle étude à un autre organisme de consultants, le Centre International d'Economie, australien. Il faut parvenir à concilier d'une part les recettes de l'Etat et d'autre part les intérêts des investisseurs.

C'est notre intérêt à tous d'aller vite dans ce domaine !"

La dette

Il faut en distinguer plusieurs catégories note le CDRI (Annual Economic Review 2001) :

- environ 35 millions de dollars, ancienne dette remontant à la fin des années 60, réduite à ce montant en

1995;

- environ 300 millions de dollars "semblent dus" aux Etats-Unis, empruntés entre 1970 et 1975;

- environ 900 millions en roubles convertibles, soit 1,4 milliard de dollars, d'emprunts à la Russie de 1980 à 1991;

- de 1993 à 2000 les emprunts à la Banque mondiale se sont montés à environ 400 millions de \$.

De sorte qu'en principe la dette du Cambodge à fin 2000, selon les documents de la Banque mondiale, dépasse 2 milliards de dollars, la plus grande partie à la Russie.

Cependant, mises à part les dettes à la Russie et aux Etats-Unis (ensemble 1,7 milliard de dollars) qu'il ne reconnaît pas, la dette du Cambodge se monte fin 2000 selon le CDRI à 435 millions de dollars.

	COMIN KHMERE	Design · Supply · Installation · Maintenance		
Air-Conditioning				
Refrigeration	air conditioning	refrigeration	generator	electrical
Generating Sets				
Electrical (HV to LV)	power & water meter	measurement automation	valves	water, wastewater treatment
Water Supply				
N°48 Street 214 · Tel: 023 426 056, 212 514, 217 003 · Fax: 023 426 622 · E-Mail: ckadmin@comin.com.kh				
				

SIDA un traitement moins cher plus simple, très efficace



Au Cambodge une expérience est en cours : diviser par dix, grâce aux génériques, le coût du traitement du SIDA.

Entretiens avec

Mèdecins Sans Frontières et Mèdecins du Monde

L'efficacité du traitement contre le sida est démontrée. Il faut maintenant être opérationnel", nous dit Vincent Faucherre, praticien hospitalier, qui a exercé au Cambodge au sein de Médecins Du Monde. "L'efficacité des anti-rétroviraux est telle qu'il faut les administrer, même si les structures ne sont pas encore en place. Le traitement permet d'éviter qu'un individu atteint ne tombe malade (cryptococcose -mningite parasitaire apportant une cachexie-, tuberculose etc ...). Et un malade dans un état très grave peut être "remonté". "Ces médicaments anti-viraux sont des associations thérapeutiques comportant le plus souvent des non-nucléosidiques beaucoup moins chers que les anti-protéases trouvés en 1996. "Le traitement demande : - des antiviraux; - du traitement; - et de la biologie. L'idée de *Santé Sida* : faire passer le coût du traitement de 300 dollars par mois à 30 dollars par an, grâce à des

génériques, c'est à dire des médicaments aussi efficaces mais dont le coût est bien moindre.

"Pourquoi au Cambodge ? Parce l'apparition du sida y est récente, et qu'il s'y développe rapidement. Aussi parce que l'accès y est facile : les responsables cambodgiens sont plus ouverts que ceux d'autres pays".

Dr Pierre-Régis Martin

Coordinateur, Médecins du Monde

Présent au Cambodge depuis 1989 MDM s'est toujours occupé des indigents. A Phnom Penh nous avons à l'hôpital Calmette 55 lits, occupés pour moitié par des gens séropositifs atteints de maladies "opportunistes", et des consultations extérieures; et 3 centres de consultations extérieures pour les MST destinées aux milieux "à risques" : policiers, militaires, prostituées (600 consultations par mois et par centre). Aussi 2 centres de "dépistage anonyme et gratuit" qui assurent 100 tests par mois (réalisés à Pasteur). Depuis 1996 nous assurons des consultations extérieures pour le VIH

à Calmette.

Dans le Mondolkiri, depuis 4 ans, nous donnons des soins de santé primaire au niveau du district et à l'hôpital provincial.

Concernant le traitement du sida par trithérapie, ce qui nous semble le plus important ce ne sont pas les médicaments eux-mêmes, qui évoluent rapidement, dont le prix diminuera encore (actuellement 260-280 dollars/an), mais de construire grâce à un "projet-pilote" un système qui soit **reproductible**, qui soit repris par le programme cambodgien, qui devienne un bien national dont les Cambodgiens dans 3 ou 4 ans prendront entièrement le relais. Pour le financement, nous estimons que le patient doit participer aux frais en fonction de ses moyens, c'est à dire de 0 % à 100 % du coût du traitement. Cela le rend plus responsable, diminue la fraude (des malades vont dans plusieurs centres, et revendent les médicaments ...), et diminue les coûts du traitement.

Le plus cher, ce sont les ressources humaines : médecins, infirmières, visiteurs des familles, pharmaciens, gens des laboratoires.

Si de bonnes structures existent, l'argent viendra de bailleurs de fonds extérieurs.

Des Garanties en Béton.

Thierry Lousteau-Khao DG LBL Construction

Assure ses chantiers chez Indochine Insurance.



Des dizaines de projets garantis et de clients satisfaits ont permis à Indochine Insurance d'accumuler une précieuse expérience en matière d'assurances tous-risques-chantier.

Thierry Lousteau-Khao de LBL International couvre tous ses chantiers chez Indochine, et il peut compter sur la sécurité que lui procure Swiss Re, le deuxième réassureur au Monde.

Indochine Insurance peut mettre à votre disposition un expert européen pour vous aider à prendre des décisions techniques en relation avec vos garanties. Indochine est en mesure de tarifier immédiatement l'assurance d'un risque simple jusqu'à une valeur de contrat de 10 MUSD, et une limite de responsabilité de 2,5 MUSD. Pour les chantiers mettant en œuvre des techniques sophistiquées, Indochine vous procurera les taux les plus compétitifs des marchés internationaux.



No Problem Insurance Park
55, rue 178, Phnom Penh
Telephone: (855) (023) 210 701, 210 761
Facsimile: (855) (023) 210 501
E-mail: insurance@indochine.com.kh
Internet: www.indochine.net

indochine
INSURANCE
Le Choix est CLAIR.

rejoignez-nous @ www.indochine.net

Le sida au Cambodge

Combien ? Il y aurait 170 000 séropositifs, ou "200 000 au moins", selon les estimations, et ce nombre malgré les efforts de prévention devrait augmenter.

La prévalence a-t-elle diminué ? Elle serait passée de 3,1 à 2,8 chez les 15 - 49 ans. Elle aurait diminué aussi en Ouganda et en Thaïlande. En fait la régression du sida au Cambodge est très douteuse nous disent nos interlocuteurs.

En France, comme en général dans les pays développés, on observe plutôt un plateau.

Des anti-rétroviraux, on en trouve partout au Cambodge, sans aucun contrôle. Les gens en prennent au hasard, c'est cher, ça ne sert à rien, c'est même nuisible, cela peut mettre le malade en danger parce que ça complique ensuite le traitement.

On soigne très peu. Au Cambodge on fait tout pour la prévention et très peu pour les soins curatifs. Pour la prévention 13 à 14 millions de dollars sont dépensés en 2001 par les ONG, et 500 000 dollars par le budget national. Tandis que pour les soins curatifs il n'y a que MSF et MDM qui s'en chargent, à quoi s'ajoutent 3 lits au *Center of Hope* et les soins "palliatifs" donnés par les *Sœurs de la Charité* et par *Maryknoll*.

Pourtant, souligne Catherine Quillet, **les soins font partie de la prévention** : ce sont bien les malades qu'il faut surtout mettre en garde, eux et leur famille.

Notre projet-pilote, qui doit commencer à la mi-2002, prenant le relai de notre projet actuel (2,2 millions de dollars sur 3 ans) permettra aussi de court-circuiter tout un système privé de mauvaise qualité et beaucoup de magouilles. Plus généralement il diminuera la perte énorme que représente le sida pour le Cambodge, en termes à la fois financiers et humains, perte qui a été évaluée par le PNUD à plusieurs milliards de dollars d'ici 2006.

Nous voulons en somme avoir une vision globale de la maladie.

Le projet-pilote de MDM

Nous avons défini les besoins :

- *un nouveau bâtiment* à Calmette, pour les deux traitements : maladies opportunistes et traitement spécifique. Ce sera un petit hôpital de jour mais avec 3 salles de consultation, 3 salles d'entretiens, 7 salles de prescriptions, etc...

- *ressources humaines* : avec la *World Aid Foundation* (WAF) 10 médecins cambodgiens vont recevoir en janvier, au Vietnam, une formation spécifique pour la prescription.

On commencera donc avec 3 expatriés et 10 médecins cambodgiens, le nombre des expatriés diminuera et celui des Cambodgiens augmentera. Après 3 ans, on pourra traiter environ 1000 patients.

- *intégration au programme national* : la connexion avec le Centre National est en cours;

- *les molécules* : elles sont proposées par 3 firmes indiennes, *Cipla*, *Hetero* et *Ranbaxy*;

- le "plateau technique" pour le diagnostic (radiologie, échographie, fibroscopie, biologie) : il existe à Calmette;

- *le financement* : il sera assuré par des bailleurs comme l'Union Européenne, des fondations privées, peut-être l'ANRS, des donations (France : des molécules); et par la participation : des patients, chacun à la mesure de ses moyens. Le gouvernement participe lui-même en prêtant Calmette, où nous ne payons ni électricité ni loyer, et des "ressources humaines".

Nous avons déjà une expérience depuis 2000, nous avons traité environ 50 personnes par trithérapie, avec une efficacité très réelle : on mène les gens d'une situation proche de la mort à un état qui permet une activité normale. Cela, progressivement, après six mois,

avec de 2 à une douzaine de pilules par jour. Avec aussi le risque d'effets secondaires - presque toujours bénins.

Mais attention : si le traitement n'est pas régulier à au moins 90 %, l'efficacité diminue beaucoup. ■

Trithérapie

Entretien avec Catherine Quillet, chef de mission, MSF

L'action combinée de trois médicaments ou trithérapie, est très efficace pour lutter directement contre le virus du sida. Ils sont très chers : en France, environ 10 000 F par an.

La décision a été prise par Médecins Sans Frontières - France, mi-2000, de mettre ces soins à disposition des gens que nous soignons, quel qu'en soit le coût. C'est une question de justice, et il existe dans le monde un fort courant pour traiter ainsi tous les malades.

Ces anti-rétroviraux sont difficiles à prescrire, à suivre : il faut des médecins spécialistes qui pour l'instant viennent de France.

Deux batailles

Il se livre dans le domaine des anti-rétroviraux deux batailles :

- *entre les "généralistes" et les grands laboratoires* au sujet des prix. Là, le procès d'Afrique du Sud, où les laboratoires ont retiré leurs plaintes contre les "généralistes", a abouti à baisser beaucoup les prix. Il est vu que leur position était considérée comme immorale. D'autant plus que leurs arguments sont contestables : le coût réel des produits entrant dans la trithérapie est faible, de loin inférieur à 1000 dollars. Quant au coût de la recherche, il a été bien souvent assuré dans le cas des anti-rétroviraux par des laboratoires publics.

- *et entre les "généralistes" qui se trouvent maintenant en concurrence.* *Cipla*, en Inde, a proposé 3 médicaments pour 350 dollars annuels. D'au-

tres proposent 290 dollars. Nous recherchons les meilleurs produits, par exemple ceux de *Cipla*, mais pas seulement.

Nous avons commencé au Cambodge en juin 2001 les soins avec ces génériques beaucoup moins chers. Il est encore trop tôt pour communiquer des résultats. Il faut attendre quelques mois.

Simplifier le traitement, et diminuer les coûts

Ces molécules sont très spéciales, les combinaisons sont compliquées. Les médicaments à prendre peuvent aller de 3 jusqu'à 13 par jour. Il y a des effets secondaires qui sont multipliés dans le cas de personnes déjà délabrées. Il faut une consultation du médecin tous les jours, faire des bilans biologiques,

Nous travaillons avec des gens très affectés, menacés de décès dans les six mois, qui demandent des soins chroniques. La confiance entre le malade et le médecin, comme l'environnement familial, sont très importants. Il faut expliquer beaucoup, faire des visites à domicile.

La prise en charge des malades est donc complexe, sophistiquée, notre objectif est de la simplifier et d'en diminuer le coût. Actuellement les anti-rétroviraux peuvent coûter de 800 à 900 dollars par an, mais ce chiffre peut encore baisser (de 350 à 4200), à quoi s'ajoutent 100 dollars par an pour le suivi, et le coût des autres médicaments.

Nous menons des expériences semblables, en plus du Cambodge, en Thaïlande, au Guatemala, au Malawi, au Kenya. Elles commencent à quelques mois près, en 2001. ■

Maladies "opportunistes"

Médecins Sans Frontières, MSF, est actif à l'hôpital Preah Sihanouk (ancien hôpital khmère-soviétique), dans le service des maladies infectieuses depuis 1997, nous dit Catherine Quillet, chef de projet. Nous y avons 60 lits.

Les "maladies opportunistes"

Pratiquement tous sont occupés par des gens qui développent des maladies "opportunistes" -c'est à dire qui profitent du virus du sida qui affaiblit le système immunitaire. Ces maladies sont le plus fréquemment la tuberculose et la cryptococcose neuro-méningée.

Les soins, médicaments et traitement, qui coûtent normalement très cher, sont assurés gratuitement par une équipe de 13 personnes, 4 expatriés, 2 médecins, 1 infirmier, 1 travailleur social, et par 9

Cambodgiens, dont 1 infirmier, 1 assistant, 3 travailleurs sociaux, des cuisiniers et des chauffeurs.

Le financement : le budget total est de 4 millions de FF par an. Pour 85 % ce sont des fonds propres MSF, le reste est fourni par l'Union Européenne. Sur ce total, le "médical", c'est à dire le matériel et les médicaments (hors logistique etc...) représente 2 millions, soit la moitié.

L'efficacité des soins ? Elle augmente. Si la maladie est prise à temps, on sauve le malade. La mortalité est passée de plus de la moitié à environ un tiers actuellement.

Pour les gens tirés d'affaire, il ne s'agit pas de guérison totale : ils continuent à vivre, en prenant très régulièrement les médicaments prescrits (4 à plus de 10 par jour), et avec un suivi médical régulier, mais sont toujours menacés d'une rechute; on les revoit fréquemment à l'hôpital, parce que leur système immuni-

taire décroît

Consultations externes

Une part importante de notre action consiste en *consultations externes* qui concernent tant les malades que les gens séropositifs qui n'ont pas encore de maladie opportuniste (le délai est en général de 5 à 10 ans, il est rarissime que de telles maladies ne se déclarent pas). Nous avons vu ainsi 1200 patients pendant les six derniers mois.

Ces consultations sont très importantes pour suivre les malades (prophylaxie secondaire), mais aussi pour déceler les maladies opportunistes qui peuvent être beaucoup mieux soignées si elles sont traitées à temps. Très souvent les malades ne consultent pas, ou trop tard. Ces consultations externes ont aussi un rôle important dans la prévention : ce sont les gens séropositifs qu'il faut surtout mettre en garde ! ■

Points d' Histoire

La monarchie ... de justesse !

Comment, entre le 30 et le 31 août 1993 le Cambodge est devenu Monarchie, sur la poussée d' un républicain. Comment est née la monarchie constitutionnelle au Cambodge: le récit de son promoteur Me Say Bory.

[Cette interview est parue d' abord en novembre 1993 dans La Voix du Cambodge, mensuel alors publié par la Licadho et qui a précédé Cambodge Nouveau].

La Commission de la Constitution était composée de 12 membres. Avec les suppléants, en nombre proportionnel aux résultats des élections, elle comptait 21 membres et s' y ajoutaient cinq experts, parmi lesquels moi-même Say Bory, expert attiré de l' Assemblée Constituante –alors que les autres étaient désignés par les partis. La Commission était présidée par le président de l' Assemblée Constituante, Son Sann, et en son absence par le deuxième vice-Président.

Chem Sgnuon et Chhuor Leang Huot

Très vite, il est apparu que le PPC avait mieux préparé les travaux que les autres. Deux personnages ont dominé les débats : Chem Sgnuon, aujourd' hui ministre de la Justice, qui depuis plus de 10 ans avait conçu et rédigé tous les textes législatifs de l' Etat du Cambodge et se trouvait donc, par son expérience, beaucoup plus qualifié que bien des juristes diplômés; et Chhuor Leang Huot, magistrat de carrière, vice-Président de la Cour Suprême de l' Etat du Cambodge

Du côté du Funcinpec il y avait moins de préparation, les membres de la Commission étaient souvent absents, et ils changeaient.

Chem Sgnuon, qui avait les idées les plus précises, qui avait mieux préparé les débats, a conçu et distribué les chapitres des débats; il a créé les

sous-commissions; il en a été le chef d' orchestre.

Constitution : trois projets concurrents

La commission s' est trouvée devant plusieurs projets. D' abord le vœu du Prince Sihanouk : un régime qui ne serait ni républicain ni monarchique (voir *La Voix du Cambodge* n° 3). Puis l' avant-projet de Constitution républicaine des rédacteurs de Chem Sgnuon. Et un autre projet, non signé, mais émanant du prince Ranariddh, qui n' était, dans la ligne de Sihanouk, ni républicain ni monarchique. Rédigé avec l' aide d' un professeur français, il comptait 40 articles contre 124 pour celui du PPC, beaucoup plus élaboré. Le Funcinpec n' osait pas demander la monarchie puisque Sihanouk lui-même s' y refusait.

Un républicain propose une "monarchie constitutionnelle moderne"

Ironie de l' Histoire, c' est le parti Démocratique Libéral Bouddhiste, et précisément moi-même, qui avons fait l' analyse suivante : une erreur dans le choix du système constitutionnel peut être mortelle pour notre peuple et pour notre pays, qui ont besoin de stabilité politique, après plus de 20 ans de divisions et de guerre. Un système hybride (ni république ni monarchie) laissant la porte ouverte aux luttes partisans pour le pouvoir présidentiel, c' est à dire au retour à la guerre, ne peut plus être retenu. Seule une monarchie

constitutionnelle moderne peut garantir la stabilité politique.

Dans cet esprit, j' ai rédigé un article de deux pages intitulé "Pour une monarchie constitutionnelle moderne" que j' ai distribué le 1er août parmi les membres de l' Assemblée Constituante. Les uns ont commenté "Il est fou ce républicain !". Et d' autres ne l' ont pas regardé.

Il y a eu une hostilité générale : comment peut-on concurrencer les idées du Prince ? De fait le mot important était "moderne". Tous les pouvoirs appartiennent au peuple. "Le Roi règne mais ne gouverne pas", cette formule figurait dans mon projet.

Tous monarchistes !

Mon parti, le PLDB, était lui-même très divisé. Ses membres, aux Etats-Unis ou ailleurs, n' y ont vu d' abord que le rétablissement de la monarchie. Son Sann, entrainement sur la Côte d' Azur, et Son Soubert, ont été les premiers convaincus. Puis tout le monde s' est rallié. Ranariddh de son côté voulait des étapes : il craignait l' hostilité des républicains, et des divisions supplémentaires.

Du côté de Chea Sim et de Hun Sen, en fait on se déclarait monarchistes pour avoir l' approbation des petites gens. Le Funcinpec est d' essence monarchiste. Le Moulinaka quant à lui était déjà royaliste. Et les Khmers rouges eux-mêmes se proclamaient royalistes !

A la veille du départ de la délégation de l' Assemblée Constituante pour Pyong Yang, où se trouvait le Prince Sihanouk, chaque parti a fait une déclaration: Le Funcinpec : "Nous soutenons la restauration de la monarchie". Nous mêmes, PLDB : "Nous défendons la démocratie libérale, mais il faut une institution stable, une organisation monarchique". Son Sann a fait une déclaration publiée notamment par le *Bangkok Post*; le PPC : "Nous ne serions pas contre la monarchie si c' était la véritable volonté du peuple". A la veille d' aller à Pyong Yang nous étions donc tous d' accord pour une Constitution monarchique.

A PROPOS

(suite de la page 2)

être discutée à l' Assemblée fin 2001 ou début 2002.

disputes

Warrior Prince de Harish Mehta, qui vient de paraître, biographie de Ranariddh faite à partir d' interviews réalisées à Bangkok en 1997, alors que le prince, après les combats de juillet entre éléments du PPC et du Funcinpec, s' était réfugié en Thaïlande, suscite l' irritation du Roi, qui répond dans une série de lettres rendues publiques. Les accusations de Ranariddh portent sur des sujets particulièrement sensibles : le rôle de Sihanouk en faveur de l' indépendance, dans l'

affaire de Samlaut (voir *cn* 143), son rôle pendant la période khmère rouge. Norodom Sihanouk en a donné sa version dans des livres "classiques" : "Chroniques de guerre et d' espoir" (1979), "Souvenirs doux et amers" (1981) (*cn* 155), "Prisonnier des Khmers rouges" (1986).

Presse francophone

Organisé par l' Agence Internationale de la Francophonie (AIF) et le ministère des Affaires étrangères français, un colloque a permis aux responsables des journaux francophones de la région, venus du Cambodge, du Laos, du Vietnam, de Thaïlande, de se rencontrer 4 jours à Vientiane. *Cambodge Nouveau* y reviendra prochainement.

Comment est née la monarchie constitutionnelle

Pyong Yang :
la rencontre avec Sihanouk

Dès notre arrivée à Pyong Yang, le 30 août, nous nous sommes réunis en présence de Sihanouk, qui a répété : "je souhaite un chef d'Etat sans pouvoirs". Il n'était alors nullement question de monarchie, mais d'un régime parlementaire. Personne n'osait s'exprimer, sauf Son Soubert qui, au nom du parti, s'est déclaré en faveur d'une "monarchie constitutionnelle moderne". Le prince Sihanouk a répondu en substance : "Non merci, cela diviserait davantage, il vaut mieux ni république ni monarchie, un chef d'Etat dont les pouvoirs seraient très restreints". Tout semblait dit. On m'a donné la parole, mais je n'ai pas voulu reprendre la question puisqu'elle semblait tranchée.

Ce soir là j'ai distribué mon article et la déclaration de Son Sann, mais j'étais très découragé, abattu, même écoeuré de voir que personne n'avait osé défendre le projet sur lequel nous étions pourtant tous d'accord.

La monarchie, soudain restaurée

Or le 31 de bonne heure nous avons été convoqués pour prendre connaissance d'une lettre du Prince Sihanouk

à tous les chefs de parti :
"Il paraît que les grands partis sont déjà d'accord pour restaurer la monarchie. Je ne peux pas refuser cette proposition qui rend justice au roi et à la royauté cambodgienne. Si cela était confirmé, j'accepterais avec gratitude la volonté du peuple représentée par les membres de cette délégation".

En l'espace de quelques heures, tout avait changé. Il s'en est donc fallu d'un rien, la lecture, peut-être, pendant la nuit, par le Prince, des documents que j'avais distribués, ou d'autres documents, pour amener cette situation nouvelle.

Une réunion très restreinte, de 5 ou 6 personnes, avec le prince Sihanouk, a ensuite confirmé la nouvelle tournure que prenaient les événements. A dix heures, ce 31 août, tout le monde était devenu monarchiste.

Il faut ajouter que Chem Sgnuon, qui avait prévu cette hypothèse, avait déjà, tout prêts, des aménagements. Mais Sihanouk lui-même était allé plus loin que nous n'avions prévu dans le sens du roi sans pouvoirs. Il l'a exprimé clairement, et se trouve ainsi l'un des fondateurs de l'actuelle Constitution.

CAMBODGE NOUVEAU
Ne le copiez pas
citez - le !

**Pour la première fois au Cambodge,
le pouvoir émane du peuple**

Je considère pour ma part que cette Constitution est une véritable révolution : jamais jusqu'ici au Cambodge, dans une monarchie, le pouvoir n'était émané du peuple.

Cette Constitution est plus démocratique que celle de la Thaïlande puisque le roi est élu par les représentants du peuple, qu'il n'y a aucun membre de la famille royale dans le Conseil de la Couronne qui élit le Roi, que la monarchie n'est pas héréditaire, que les candidats au trône peuvent être nombreux (il suffit d'avoir du sang royal), et non pas réduits à un seul comme autrefois.

(Propos recueillis par Alain Gascuel)

[Rappelons qu'à la suite des élections du 23 au 28 mai 1993 une Assemblée Constituante avait été établie le 14 juin. Cette Assemblée rétablit le Prince Norodom Sihanouk dans ses fonctions de chef de l'Etat et crée la commission dont il est question ci-dessus pour préparer un projet de Constitution.

Après l'accord de Pyong Yang ici relaté, l'Assemblée discute du projet de Monarchie Constitutionnelle du 15 au 21 septembre 1993 et adopte la "Constitution de 1993" le 21 septembre par 113 voix pour, 5 contre et deux abstentions.

Le même jour Norodom Sihanouk prête serment et devient souverain constitutionnel.]

ANNONCE

Publicité dans les Pages Jaunes

La prochaine édition des Pages Jaunes Officielles du Cambodge sera publiée en Mai 2002

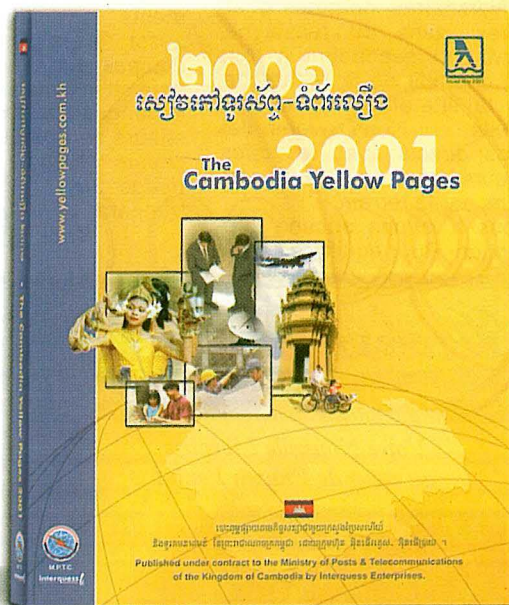
Tout enregistrement ou modification **GRATUIT** de votre listing, ainsi que toute réservation publicitaire doivent être adressés à Interquess avant

DECEMBRE 2001

Pour obtenir une copie **GRATUITE** des Pages Jaunes 2001, Appelez le 218 100

Informations Publicitaires
Appelez le 012 867 111 (En Français)
ou le 012 962 775 (En Khmer)

Email: sales@interquess.com



interquess
ENTREPRISES



MEDIAS

Musulmans d'Asie

Les Musulmans d'Asie sont en majorité dans le monde musulman, et malgré la présence de groupes extrémistes notamment aux Philippines (Abu Sayaf), ils sont en grande majorité modérés. La répartition est la suivante, en millions :

Indonésie	170	88 %
Inde	127,1	12 %
Chine	22,1	2 %
Malaisie	10,8	49 %
Philippines	3,9	4 %
Thaïlande	3,3	4 %
Singapour	0,5	16 %

Les relations complexes entre ces pays, entre eux et les extrémistes du Moyen-Orient, entre eux et les États-Unis sont devenues leur préoccupation principale.

Le réel problème se situe à l'intérieur du monde islamique entre les modérés et les extrémistes. Les populations de la région ont réagi très diversement aux événements. L'Indonésie va jouer un rôle crucial dans la lutte interne contre les extrémistes, estime un éditeur de Kuala Lumpur.

Les États-Unis ont la tâche difficile d'éviter que les événements ne cristallisent les mécontentements que leur politique asiatique a suscités dans le passé, et les effets de la mondialisation dont on les rend responsables.

[d'après *Bangkok Post* et *Asiaweek*]

Loi foncière

La loi foncière, 268 articles, adoptée par l'Assemblée nationale le 20 juillet et promulguée le 30 août, va rassurer les investisseurs et favoriser les investissements, notamment dans l'agriculture, en donnant une garantie concernant les concessions et les terrains loués à bail, a déclaré le ministre de l'Urbanisation et de la Construction Im Chhun Lim.

Le gouvernement peut fournir plus de 10 000 ha à des investisseurs prêts à les mettre en valeur. L'article 61 prévoit que les investisseurs, Cambodgiens et étrangers, peuvent louer à bail pour une durée de 99 ans.

[d'après *Samrek Khmer* 12-13.9, trad. *The Mirror*]

L' Autorité Nationale d' Audit dont les trois membres, MM. Uth Chhoeurn auditeur général, Seng Run et Sin Po, auditeurs adjoints, viennent d'être nommés, ne fait rien, n'organise pas son travail, alors qu'elle doit contrôler les recettes et les dépenses du gouvernement. La corruption coûte plus de 400 millions de dollars par an.

[d'après *Khmer Amatak* 21.9., trad. *The Mirror*].

Démobilisation

Le coût de chaque démobilisation est de 1 168 dollars, mais chaque démobilisé ne touche que 240 dollars en cash, le reste est du transport, du riz, des outils, de la formation, ... Selon les démobilisés, cette énorme différence est due pour beaucoup à la corruption et au gaspillage.

[d'après *Chakraval* 27.9, trad. *The Mirror*].

Casinos

Il y a maintenant plus de 20 au Cambodge dans les régions frontalières. En plus du Naga de Phnom Penh : 3 à Sihanoukville, 2 à Pailin, 6 à Poipet, 1 à Koh Kong, il en existe aussi dans la province de Svay Rieng et d'autres villes et provinces. C'est le Conseil des ministres qui délivre les licences. Les hauts responsables ne veulent pas s'exprimer sur ce sujet. Les casinos sont des lieux où l'alcool, la drogue, les vols et les meurtres sont courants. Contrairement à la loi, certains sont ouverts aux Cambodgiens.

[d'après *Katte Khmer* 14.9, trad. *The Mirror*]

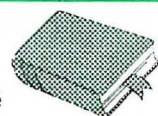
Passeports

L'arrestation de gens accusés d'appartenir aux CFF (*Cambodian Freedom Fighters*) provoque une forte augmentation des demandes de passeport dans les milieux cambodgiens du commerce, des PME du business, de familles etc ... qui craignent des troubles politiques. Le nombre de demandes est passé de 30 à 50 par jour à plus de 100. Le coût varie de 100 dollars si le passeport est délivré en un mois, à 300 dollars s'il est fait dans la journée.

[d'après *Udom Katte khmer* 21.9, trad. *The Mirror*].



LIVRES



Une interview avec :

Denis Pryn
directeur des

Editions L' Harmattan (Paris)

Nous avons créé *L' Harmattan* avec Robert Ageneau, en 1975, sur financement personnel et avec quelques amis dont Armelle Riché.

L'idée était de faire un "carrefour des cultures" : rendre présentes les autres cultures, permettre aux gens de s'y rencontrer, et soutenir le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes; traiter de toutes les questions qui font les relations internationales : économie, sociologie, culture, ... La France, avec ses nombreuses migrations, est bien située pour cela. Paris par exemple, est la capitale kabyloise; elle est une capitale asiatique ...

Concernant l'Asie, avec Alain Forest, présent depuis 1975, auteur d'une thèse de doctorat sur "*Le Cambodge et la colonisation française*", nous avons publié 600 titres !

Avec 150 livres publiés par mois, 6 à 7 par jour ouvrable, nous sommes des industriels de la culture. Nous avons 170 directeurs de collection, universitaires, hommes d'affaires, gens du renseignement, correspondant à tous les champs de la recherche, de la littérature, de la créativité, ... Nous avons des liens directs avec les chercheurs comme avec les gens sur le terrain.

Nous n'avons aucune subvention. Pour équilibrer nous

avons créé une chaîne de production très économique, d'environ 30 % moins chère que les autres, grâce notamment au travail des directeurs de collection qui simplifient dans de très larges proportions (70 %) celui de l'imprimeur. Nous lui donnons du "prêt à cliquer". Il faut savoir aussi qu'en Tunisie par exemple la saisie coûte 5 FF le mille de signes, terminé, corrigé, ...

Les tirages sont le plus souvent de quelques centaines d'exemplaires. Au-delà de 500 exemplaires vendus, l'auteur commence à toucher de l'argent. En matière de recherche et de sciences humaines 500 exemplaires ce n'est déjà pas mal !

La récompense de l'auteur est que le livre existe, qu'il est reconnu par ses pairs, c'est une sorte de carte de visite qui le fait connaître.

Il est vrai qu'il y a eu une plainte, une seule, sur nos 11 000 auteurs, à quoi ont répondu 1400 auteurs groupés en collectif.

Moins de livres sur l'Asie ? Il est vrai que nous publions 120 titres par an sur l'Afrique, beaucoup moins sur l'Asie. Cela est dû à l'apparition d'autres éditeurs comme *Philippe Picquier*, *You Feng*, *l'Asiathèque*, ... à la richesse des instruments de diffusion, mais aussi à la faiblesse des équipes qui travaillent sur l'Asie. Il n'y a pas assez d'échanges entre les chercheurs en France et les chercheurs locaux, au Cambodge, au Vietnam, ...

c.n.



Mekong Libris

Librairie - Presse - Papeterie

Votre Nouvelle Librairie
au cœur de Phnom Penh !

Place de la
Poste Centrale
Phnom Penh
Cambodge

Tel: 023 884 304 • Portable: 012 804 751

Email: dg_distri@bigpond.com.kh



CAMBODGE
NOUVEAU
le journal
des
dévidéurs
votre
meilleur
investissement



Directeur de la publication
Rédacteur-en-chef Alain Gaseuel
Photos Philippe Bataillard
Impression CIC Centre Informatique
du Cambodge

58 rue 302 BP 836 Phnom Penh

CAMBODGE NOUVEAU

tel 023 214 610 mob 012 803 410

E-mail cn@forum.org.kh